



VILLE DE LOURDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Nature de l'acte : 8.3

N° 2022 10 952

**Mis en ligne le 24-10-22**

**TRAVAUX DE RÉFECTION DE CHAUSSÉE**  
**POUR MISE EN PLACE D'UN CARREFOUR GIRATOIRE SECTEUR LAPACCA**  
**DU 24 AU 28 OCTOBRE 2022**

**Le Maire de la Ville de Lourdes,**

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande de la SARL LAPEDAGNE TP, sise 32 avenue Charles de Gaulle 64800 COARRAZE, relative à des travaux de réfection des chaussées pour mise en place d'un carrefour giratoire au croisement du boulevard du Lapacca, de la rue Capdangelle et de la rue des Martyrs de la Déportation, pour le compte de la ville de Lourdes, du 24 au 28 octobre 2022,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

Du 24 au 28 octobre 2022, l'entreprise LAPEDAGNE est autorisée à occuper le domaine public boulevard du Lapacca, rue Capdangelle et rue des Martyrs de la Déportation. L'entreprise LAPEDAGNE est autorisée à stocker son matériel ainsi que ses approvisionnements sur le parking Lapacca.

**Article 2 - Circulation**

Durant la période visée à l'article 1, la chaussée est rétrécie aux abords du carrefour du boulevard du Lapacca, de la rue Capdangelle et de la rue des Martyrs de la Déportation en fonction des besoins et de l'avancement des travaux;

**Article 3 - Affichage de l'arrêté**

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation,
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

**VILLE DE LOURDES**

2, RUE DE L'HÔTEL DE VILLE - 65100 LOURDES - FRANCE

Tél. : 33 (0)5 62 94 65 65 / Fax: 33 (0)5 62 46 10 36 - [www.lourdes.fr](http://www.lourdes.fr)

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

**Article 4 - Signalisation, balisage**

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions précisés dans le présent arrêté sont mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils doivent être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

**Article 5- Constatation des contraventions**

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté est constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 - Recours**

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé ou de sa date de publication électronique.

**Article 7 - Application de l'arrêté**

Monsieur le Directeur Général des Services, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 21 octobre 2022

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué

Philippe ERNANDEZ



Notifié le .....

Par courrier recommandé envoyé le .....

Par remise en main propre

Par mail envoyé le 24/10/2022

Je soussigné(e).....

Signature : .....

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU  
Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.